sur les efforts déployés à l'intérieur de nos frontières pour atteindre des objectifs politiques dans des pays étrangers.

• (1340)

Chaque soir, aux nouvelles, on nous montre des actes d'agression dans d'autres pays. Les Canadiens qui appuient le mouvement Solidarité, les Sandinistes, les Israéliens, les Palestiniens et n'importe quels Canadiens directement en cause dans les événements qui se passent dans l'un des nombreux points chauds du monde feront-ils l'objet d'une surveillance de la part du service de sécurité ou constituent-ils une menace pour la sécurité du Canada? Si l'on en croit l'article 2, oui. Je ne nie pas que la violence sous ses formes extrêmes se manifeste dans tous les coins du monde et je le déplore. Cependant, je déplore également qu'on ne précise pas très clairement dans ce projet de loi à quel moment un Canadien peut, de par ses actions, constituer une menace envers la sécurité du Canada ni jusqu'à quel point il peut épouser une cause sans être visé par le présent projet de loi.

Il est regrettable que mon temps de parole tire à sa fin. L'article 2 est l'un des plus importants de tout ce projet de loi. Il en est le cœur, le pivot, puisqu'il renferme toutes les définitions. C'est sur cet article que le service canadien du renseignement de sécurité se basera pour décider si oui ou non un Canadien empiète ou empiètera sur les libertés civiles d'autres Canadiens. On devrait donc adopter cette motion, afin d'abroger cet article dont le libellé laisse fort à désirer et qui doit être reformulé.

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Monsieur le Président, prétendre que je suis content de parler d'un sujet comme celui que nous étudions aujourd'hui, ce serait dire le contraire de ma pensée. Mais je souscris volontiers aux amendements que le député de Burnaby propose d'apporter à l'article 2. Je voudrais donc profiter des quelques minutes qui me sont accordées pour dire ce que je pense de cet article.

Je suis obligé d'attirer de nouveau l'attention de la Chambre sur les définitions parfois verbeuses qui figurent à l'article 2 du projet de loi C-9. Les voici:

menaces envers la sécurité du Canada» constituent des menaces envers la «sécurité du Canada les activités suivantes:

a) l'espionnage ou le sabotage visant le Canada ou préjudiciables à ses intérêts, ainsi que les activités tendant à favoriser ce genre d'espionnage ou de sabotage;

Les termes «préjudiciables à ses intérêts» qui, dans différents contextes, apparaissent à plusieurs reprises dans le projet de loi, sont tellement vastes qu'ils ont soulevé un tollé chez des groupes aussi différents que l'Association canadienne des libertés civiles et le Conseil canadien des Églises notamment.

Et voici maintenant ce qu'on trouve au sous-alinéa b):

b) les activités influencées par l'étranger qui touchent le Canada ou s'y déroulent et sont préjudiciables à ses intérêts, et qui sont d'une nature clandestine ou trompeuse ou comportent des menaces envers quiconque:

Il y a tant de «ou» dans ce passage qu'on pourrait prendre chaque bout de phrase ou chaque proposition sans tenir compte des autres. On n'utilise pas la conjonction «et». Il n'existe pas

Service du renseignement de sécurité

une seule définition globale embrassant tous ces éléments dans un seul article auquel le Service canadien du renseignement de sécurité pourrait recourir. Il n'a que l'embarras du choix parmi tous ces «ou».

Enfin, le sous-alinéa c) stipule ce qui suit:

c) les activités qui touchent le Canada ou s'y déroulent et visent à favoriser l'usage de la violence ou de menaces de violence contre des personnes ou des biens dans le but d'atteindre un objectif politique au Canada ou dans un État étranger;

Si nous supprimions quelques-uns de ces «ou», nous aurions la définition suivantes: «c) les activités au Canada qui visent à favoriser l'usage de la violence ou de menaces de violence dans le but d'atteindre un objectif politique au Canada ou dans un État étranger». C'est quand on réfléchit à tout ce que sous-entend cet article qu'il y a de quoi s'inquiéter. Le pouvoir de définir les menaces envers la sécurité nationale est si vaste que nous devons tenir compte de l'état d'esprit du gouvernement et du service de sécurité qu'il va mettre sur pied.

Nous ne tenons pas compte des erreurs du passé. La GRC a beaucoup de qualités, mais elle a aussi ses défauts. Ce sont ces derniers qui sont, en partie, à l'origine de ce projet de loi. Et il s'agit plus particulièrement des défauts constatés au début des années 70. Nous devons tenir compte de l'état d'esprit d'un gouvernement et d'un organisme qui aura le pouvoir, du moins au début, d'établir des définitions et de se livrer à diverses activités clandestines.

Je trouve pour le moins inquiétant que, d'après le rapport du solliciteur général (M. Kaplan), au sujet des activités de l'année dernière, 545 mandats ont été émis au Canada pour exercer une surveillance électronique au nom de la sécurité nationale. Ce qui m'inquiète surtout c'est que la GRC n'a présenté que 699 autres demandes d'autorisation à d'autres fins. Environ 44 p. 100 des autorisations accordées l'année dernière visaient à protéger la sécurité de l'État. Je ne veux pas minimiser l'importance de notre pays, mais quand on voit que 44 p. 100 des autorisations accordées l'année dernière au nom de la sécurité nationale, et cela à une simple agence de la GRC qui a des choses plus importantes à faire, à quoi faut-il s'attendre sur le plan de l'espionnage, de l'écoute électronique, de la surveillance et de l'ouverture du courrier si nous avons un service de sécurité et de renseignement qui n'est là que pour ça? Pour au moins 90 p. 100 des Canadiens que je connais, ces questions sont loin de constituer des priorités. J'ai bien peur que nous nous orientions dans une mauvaise voie si nous avons un service chargé exclusivement de protéger la sécurité nationale et de recueillir des renseignements quand on voit jusqu'où peut aller un simple service de la GRC.

Un grand nombre de mes électeurs ont signé des pétitions portant précisément sur les sujets de préoccupations que mes collègues et moi avons exprimées aujourd'hui, et dont on avait déjà discuté en rapport avec ce projet de loi. Mes commettants s'inquiètent beaucoup du grand danger possible dont j'ai parlé. Il faut, je le répète, considérer l'état d'esprit du gouvernement.